

**Jacques Duplessy**

Directeur du Comité d'Aide Médicale Ukraine

URGENCE HUMANITAIRE EN UKRAINE À L'APPROCHE DU CINQUIÈME HIVER DE GUERRE

Le Comité d'Aide Médicale Ukraine (CAM Ukraine) est une association humanitaire française qui soutient les populations civiles ukrainiennes depuis le début du conflit. Basée en France elle s'appuie sur un réseau de partenaires locaux pour acheminer aide médicale, générateurs et véhicules jusqu'aux structures de santé et aux populations les plus exposées. À l'approche d'un cinquième hiver de guerre, son directeur, Jacques Duplessy, revient pour Confrontations Europe sur la stratégie russe visant les infrastructures énergétiques, l'évolution des besoins humanitaires et les défis logistiques croissants sur le terrain.

Confrontations Europe (C. E.) : Nous arrivons aujourd'hui à l'approche d'un hiver que vous annoncez comme l'un des plus durs depuis le début du conflit, avec des frappes qui ciblent directement l'énergie et le chauffage des civils ukrainiens, visant à leur rendre l'hiver le plus insoutenable possible. Comment analysez-vous cette stratégie russe et quels en sont les impacts concrets pour les civils ?

Jacques Duplessy (J. D.) : Cette stratégie n'est pas nouvelle : elle a été tentée presque chaque hiver. Le problème aujourd'hui, c'est qu'une grande partie des infrastructures reste d'origine soviétique, et que les pièces détachées se font de plus en plus rares. Chaque année, les bombardements touchent donc des infrastructures déjà fragilisées – ce n'est pas un changement de stratégie, mais l'usure fait que l'on craint de plus en plus un véritable blackout, avec des régions entières privées d'électricité d'un coup. Ce qui n'est pas totalement nouveau, mais semble s'intensifier, ce sont les frappes sur les réseaux de chauffage urbain. Dans la plupart des villes ukrainiennes, les immeubles d'époque soviétique y sont raccordés : il suffit donc de cibler une station de chauffage pour priver toute une population de chauffage. La station de chauffage de Tchernihiv a par exemple été bombardée récemment, et une grande partie de la ville n'aura probablement pas de chauffage cet hiver.

À Kherson, la situation est similaire, et cela a conduit le gouverneur à recommander aux habitants de quitter la ville — Kherson étant en outre très proche du front, le long du Dniepr, et exposée en permanence aux drones.

C. E. : Vous en êtes à votre quatrième hiver en Ukraine. Qu'est-ce qui a changé depuis le début, et à quoi ressemble concrètement votre anticipation pour cet hiver ?

J. D. : C'est de plus en plus dur, notamment à cause des difficultés croissantes de réparation : les coupures risquent donc d'être de plus en plus longues. Notre partenaire ukrainien nous a d'ailleurs alertés : au vu de la situation et des messages des autorités, nous anticipons le pire, avec d'éventuels mouvements de population aussi importants qu'en 2022.

Il y a deux axes de travail. D'abord, renforcer la résilience énergétique : fourniture de générateurs, de batteries, de stations solaires et de stations de cogénération pour un chauffage décentralisé. C'est vraiment la priorité, et nous y travaillons selon nos moyens. Nous installons en ce moment des systèmes solaires avec batteries dans la région de Soumy, où l'on fournit aussi des générateurs.

Ensuite, anticiper les mouvements de population : constituer des stocks et des réserves pour pouvoir venir en aide aux personnes amenées à se déplacer. Dans la région de Soumy, l'un de nos partenaires, Infinita Dignitas Ukraine, nous a demandé de préparer des stocks pour anticiper ces déplacements — liés à l'hiver ou à une offensive russe, sachant que cet oblast partage la plus longue frontière avec la Russie et reste exposé aux infiltrations et aux nouvelles attaques. À l'ouest du pays, notre partenaire, le Comité d'Aide Médicale Zakarpattia, présent dans toute l'Ukraine mais basé à Ouhhorod, gère déjà des centres d'hébergement ; nous y constituons également des stocks pour répondre à ces déplacements de population.

C. E. : Pour mesurer l'ampleur de ces besoins spécifiques à la saison froide, quel est le poids réel de l'hiver dans vos priorités humanitaires ?

J. D. : Il existe d'autres types d'urgences toute l'année, notamment dans le secteur de la santé. Mais l'hiver a ses spécificités : selon le plan des Nations unies, sur les 4,1 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire, 2,1 millions ont besoin d'une aide spécifique pour l'hiver : moyen de chauffage, combustible, aide alimentaire, couvertures, vêtements chauds... Et ce ne sont que des estimations : si l'électricité venait à manquer dans certaines villes, les chiffres pourraient être bien plus importants.

C. E. : Vous passez donc par des partenaires locaux pour intervenir sur le terrain. Comment cela se passe-t-il concrètement ?

J. D. : Oui, nous travaillons avec des partenaires locaux. Par exemple, pour les questions d'anticipation des mouvements de population, nous soutenons aussi un centre d'hébergement : le centre Nazareth de Caritas Drohobych. Installé de longue date dans une ancienne base militaire soviétique, ce centre est actuellement en cours d'agrandissement pour accueillir davantage de personnes déplacées, ainsi que des personnes en réhabilitation physique.

Nous sommes en appui de partenaires locaux, mais nous nous déplaçons également, en menant des missions régulières pour vérifier leur travail, évaluer les besoins et monter ensemble les projets les plus efficaces et les plus pertinents. Nous n'aidons pas directement les particuliers. Ce sont nos partenaires qui organisent les distributions auprès d'eux – par exemple des vêtements neufs. Certains partenaires interviennent aussi à domicile, pour des soins aux personnes âgées et handicapées : c'est le cas de l'association Infinitas Dignitas, basée à Kharkiv et à Soumy, qui organise des cliniques mobiles dans les villages pour les personnes âgées et handicapées, ainsi que dans les centres d'hébergement temporaires en ville, mais uniquement pour les personnes à mobilité réduite.

Nous soutenons par ailleurs des structures de santé, des hôpitaux et des centres d'hébergement pour personnes déplacées. Tout dépend ensuite du type d'aide reçue : des vêtements neufs, par exemple, seront distribués soit dans des villages proches du front, où les habitants ont du mal à s'approvisionner, soit dans des centres d'hébergement temporaires, pour les personnes qui sont parties sans rien emporter.

C. E. : Comment fonctionne la coordination pour prioriser les régions ? Vous travaillez beaucoup avec la région de Soumy : pourquoi ce choix, et comment décidez-vous où envoyer l'aide ?

J. D. : Nous travaillons en réalité dans toute l'Ukraine, via nos partenaires locaux. Deux éléments entrent en jeu. D'une part, nous évaluons les besoins à partir des retours de nos partenaires, de nos visites sur place et de nos échanges avec les autorités locales – nous croisons nos analyses avec celles de nos partenaires. D'autre part, la priorisation dépend de la réalité de nos moyens : ce que nous recevons en dons ou pouvons acheter. Notre budget étant limité, nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes.

Nous regardons aussi quelles régions sont plus ou moins couvertes par d'autres acteurs humanitaires. La région de Soumy, par exemple, reste assez délaissée, avec relativement peu d'acteurs présents — c'est pour cela que nous en parlons beaucoup. Enfin, nous nous coordonnons régulièrement avec OCHA (le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies), qui porte les plans nationaux, afin de nous assurer que nos projets s'y inscrivent bien.

Pour le volet médical, il existe un National Health Cluster, piloté par l'OMS, qui centralise les demandes essentiellement hospitalières, donc on arrive à centraliser les besoins par là en partie. Nous avons aussi de notre côté nos propres réseaux régionaux avec les centres de santé. Notre partenaire, le comité d'aide médical Zakarpattia, emploie par exemple une médecin à temps plein chargée de centraliser les demandes, d'évaluer leur pertinence et d'organiser les réponses — en lien avec plus de 400 structures de santé à travers le pays. Les médicaments et consommables médicaux sont envoyés directement aux structures de santé et parfois aux directions de la Santé des régions. Pour certains médicaments spécifiques, comme les anticancéreux, nous sommes en dialogue directement avec le ministère de la Santé.

Pour les cliniques mobiles, la logique est différente : le partenaire est directement opérateur sur le terrain, avec des médecins ukrainiens qui assurent eux-mêmes les soins. Nous les appuyons chaque mois selon leurs besoins.

C. E. : Quels sont les principaux obstacles ou difficultés qui compliquent l'aide humanitaire ?

J. D. : Le principal défi reste de trouver des financements. Sur le plan logistique, certaines zones proches du front — à 15-20 km — deviennent de plus en plus difficiles d'accès, les drones allant de plus en plus loin ; deux de nos partenaires ont d'ailleurs été victimes d'attaques visant leurs véhicules. En dehors de ces zones, la logistique reste fluide en Ukraine : le transfert de l'aide depuis la France ne pose pas de problème particulier, pour l'instant l'essence et le diesel restent disponibles. Le transport reste avant tout une question de coûts et de moyens.

Une tendance plus récente, qui semble s'intensifier, est le ciblage par les forces russes des entrepôts d'aide humanitaire — l'entrepôt de la Fondation Zelenska a par exemple été détruit à Kiev très récemment. On observe aussi le ciblage d'entrepôts de médicaments depuis juillet : trois entrepôts de l'OMS, un entrepôt de l'UNICEF et quatre ou cinq entrepôts de l'état et d'entreprises ou de distributeurs pharmaceutiques ont été attaqués.

Le 23 septembre, la principale usine de fabrication de médicaments du pays a été touchée. Les Russes visent délibérément à provoquer des pénuries de médicaments. Nous agissons sur ce terrain en tant que principal partenaire de Tulipe, l'association « Transfert d'urgence de l'industrie pharmaceutique », qui centralise les dons des laboratoires pharmaceutiques français ; nous acheminons ensuite ces médicaments vers l'Ukraine par semi-remorques entières.

C. E. : L'ONU évalue à près de 300 millions d'euros les besoins pour ce seul hiver. Face à un tel montant, quelle différence votre association peut-elle vraiment faire, et que peut faire un particulier, à son niveau, pour aider ?

J. D. : Sur ces 300 millions, une partie passe directement par les agences des Nations unies, une autre par des ONG, qui s'appuient sur des partenaires ukrainiens. Notre différence, c'est une très bonne connaissance du terrain, avec des contacts directs sur place, et le fait que nous amenons l'aide directement aux bénéficiaires : la plupart de ce que nous envoyons ne transite pas par des entrepôts gouvernementaux, mais va directement aux hôpitaux et aux centres de santé. Une partie passe tout de même par des entrepôts de médicaments spécifiques, via le ministère de la Santé ukrainien ou les directions régionales de santé — mais l'essentiel est distribué directement. C'est important, car la traçabilité de l'aide humanitaire reste toujours un enjeu.

Pour les particuliers, la meilleure façon d'aider reste le soutien financier. Nous ne collectons pas de dons matériels auprès des particuliers — ce n'est ni gérable, ni vraiment souhaitable. Les dons en nature que nous recevons viennent d'entreprises, en palettes entières voire en semi-remorques complets, notamment de laboratoires pharmaceutiques. Ces dons en nature ouvrent droit à une réduction fiscale de 60 %, et les dons financiers des particuliers à 66 % — une incitation qui aide à collecter, mais le contexte reste difficile : les dons ont nettement diminué depuis le début du conflit, une tendance qui ne s'arrange pas avec la rentrée de septembre. Or les besoins sont immenses. Et l'hiver s'annonce très difficile. Nous ne pouvons pas oublier les Ukrainiens. Chaque don compte pour sauver des vies et soulager la souffrance.

C. E. : Comment fonctionne concrètement la coordination entre la collecte de dons de votre côté et le travail des associations sur le terrain ? Est-ce un soutien financier que vous leur apportez, ou bien fournissez-vous directement le matériel qu'elles distribuent ensuite ?

J. D. : Nos partenaires nous font remonter leurs besoins, et nous procédons aux achats ou à la recherche de dons en nature en fonction de ces besoins. Nous disposons d'un entrepôt à Ouhorod, chez l'un de nos partenaires, le Comité d'Aide Médicale Zakarpattia : 80 à 90 % des camions y transitent, puis l'aide est redistribuée au carton ou à la palette — un centre de santé pouvant par exemple demander quatre cartons. Nous redistribuons ainsi vraiment en fonction des besoins précis. Il arrive, si un hôpital a besoin d'un camion entier de matériel, que nous l'envoyons directement au bénéficiaire final, mais la plupart du temps, l'aide est redispachée en petites quantités, là où c'est nécessaire.

Depuis le début de l'année, nous avons envoyé plus de 70 camions, 5 ambulances et 6 conteneurs médicaux pour équiper des pôles de soins. Parfois, nous versons directement de l'argent à nos partenaires, par exemple pour des frais logistiques ou pour le financement de cantines mobiles. Autre évolution notable : on nous demande désormais des véhicules blindés pour nos équipes humanitaires, de plus en plus ciblées par les drones.

C. E. : Le type d'aide demandée évolue donc avec la stratégie adverse ?

J. D. : Oui. Récemment, un véhicule de notre partenaire Infinita Dignitas a été touché par un drone explosif tombé devant la voiture — heureusement, comme le véhicule était assez haut, seul le moteur a été touché et le pare-brise a tenu, sans faire de blessé. Nous avons remplacé le 4x4 perdu par un fourgon blindé. Un autre partenaire, Iskra Dobra, qui gère des cantines populaires, a lui aussi été touché par un drone sur une camionnette de livraison de nourriture : le cuisinier a perdu une jambe.

Nous les avons également équipés d'un véhicule blindé, de même que le service d'ambulances de Kherson, de plus en plus ciblé. Un autre fourgon blindé est en cours d'envoi pour Infinita Dignitas, dans la région de Kharkiv où un drone a récemment frappé près d'une équipe sur le terrain — nous essayons ainsi d'anticiper autant que possible pour éviter un drame.

C. E. : Sur une dimension plus européenne – l'initiative Sky Shield vise à fermer le ciel ukrainien en demandant aux pays européens de s'allier pour abattre les drones et missiles russes. Quel est votre regard sur cette proposition ?

J. D. : C'est un sujet qui me tient à cœur. Abattre les drones et les missiles avant qu'ils ne frappent permettrait de réduire l'impact des attaques russes cet hiver, d'éviter des morts et de protéger le système énergétique ukrainien. Nous soutenons pleinement cet appel. Malheureusement, cela n'avance pas beaucoup pour l'instant, même si certains candidats à la présidentielle en France en parlent.

Je pense qu'il y a, de la part des Européens, une forme de faiblesse assez dommageable – la Russie, à mon sens, ne comprend que le langage de la fermeté, et nous perdons du temps à fixer des lignes rouges. On observe le même défaut structurel du côté de la défense antiaérienne : c'est toujours trop peu, trop tard. Les Américains, par exemple, ont utilisé en quelques mois plus de missiles Patriot que ce qu'ils n'en ont livré à l'Ukraine depuis 2022. C'est assez lamentable.